

Poursuivant son effort de présentation de travaux inédits de doctorat, POSITIONS DE RECHERCHE accueille une contribution d'Anna BALDINETTI, auteur de *Arabisme et islamisme dans la politique de l'Italie en Egypte aux XIXème et XXème siècles*. Cette thèse, préparée sous la direction de Marco MOZZATI, a été soutenue, le 28 juin 1994, à l'Università' Degli Studi di Siena (Italie) devant un jury composé par Salvatore BONO (Président), Guiseppe IANNETTONE et Liliana MOSCA.

Anna BALDINETTI s'interroge ici sur la relation entre l'orientalisme et les visées de l'Italie sur la Tripolitaine et la Cyrénaïque. Elle conduit sa réflexion en fonction de la politique pro-arabe et musulmane de l'Italie en Egypte, pays considéré comme une sorte de tremplin pour la conquête des provinces ottomanes voisines. Au-delà des aspects factuels et des arguments avancés, le propos laisse entrevoir la nature et les enjeux de nouveaux débats qui traversent aujourd'hui les études orientales en Italie.

Orientalisme et politique italienne en Egypte et en Libye

Anna BALDINETTI, historienne, est chercheur à l'Istituto per l'Oriente de Rome.

Ce travail est né d'une réflexion sur les rapports existant entre orientalistes italiens et politique coloniale au moment de la conquête de la Libye (1911). La relecture critique du colonialisme italien par l'historiographie nationale a été amorcée depuis quelques décennies seulement, tandis que le débat sur les liens entre arabisme et colonialisme italiens a été, jusqu'à aujourd'hui, à peu près inexistant. Dans la plupart des cas, les études arabes, en Italie, sont conçues et conduites en faisant abstraction du fait colonial.

Sans vouloir minimiser la validité scientifique des études conduites sur la Libye et sur l'Egypte durant la période coloniale ou méconnaître les possibilités de recherche offertes par l'expansion coloniale, on peut difficilement nier qu'à partir des années de préparation de la conquête de la Libye les arabisants italiens aient servi cette visée. Au demeurant la conquête reçut l'approbation de tous les milieux académiques et intellectuels italiens, à quelques rares exceptions près.

Durant l'occupation de la Libye, de nombreux écrits d'arabisants italiens ont eu partie liée avec le projet colonial ou ont été publiés par des institutions coloniales. La traduction du *Kitab al 'agurru miyyah*, un traité classique de grammaire arabe, fut éditée en 1911 ; la date de parution de cette traduction, présentée par Ignazio Guidi, n'était certainement pas fortuite. L'ouvrage pouvait s'avérer utile à ceux qui étudiaient *l'arabe à des fins pratiques*. En 1913, le premier manuel italien de dialecte libyen vit le jour : *L'arabo parlato della Libia (L'arabe parlé de Libye)*. Son auteur, Eugenio Griffini, avait effectué un séjour en Tripolitaine où il avait occupé les fonctions d'interprète à l'Ufficio Politico Militare (Bureau Politique Militaire) de Tripoli de janvier à juin 1912. Il avait été chargé non seulement de recueillir du matériel pour alimenter les monographies sur les confréries et les tribus mais aussi de fournir toutes sortes d'informations qu'il était susceptible de rassembler grâce à la confiance qu'il avait acquise auprès de la population locale. Dans la collection *Rapports et monographies coloniaux* du Ministère des Colonies furent également présentés des écrits d'arabisants. *Le popolazioni delle colonie italiane* (Les populations des colonies italiennes) de Ignazio Guidi fut publié en 1913 de même que *Norme per la trascrizione italiana e la grafia araba dei nomi propri geografici della Tripolitania e della Cirenaica* (Normes pour la transcription italienne et la graphie arabe des noms propres géographiques de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque) de Carlo Alfonso Nallino. En 1915 Pietro Bertolini, premier ministre des Colonies, confia à Ignazio Guidi et à David Santillana la traduction en italien, publiée en 1919, du *Mukhtasar* de Khalil Ibn Ishaq, un

classique du droit musulman. En décembre 1914, sur proposition de Giacomo Agnesa, directeur général des affaires politiques du Ministère des Colonies, une *Commission pour l'étude des questions islamiques d'intérêt colonial* fut instituée. Celle-ci avait pour tâche d'effectuer, dans l'intérêt de l'administration coloniale, des études sur des questions islamiques et d'émettre des avis sur des décrets et des règlements comportant des dispositions en matière islamique. Trois arabisants faisaient partie de la Commission : Leone Caetani, Carlo Alfonso Nallino et David Santillana.

Les deux derniers cités furent, par la suite, membres de la VIIème section de la Commission de l'après-guerre, chargée des questions coloniales, et furent consultés par le Ministère : Nallino pour les études de toponymie de la Libye et Santillana sur des questions juridiques relatives aux biens senoussis en Cyrénaïque et aux dispositions gouvernementales concernant la Tripolitaine et la Cyrénaïque.

Au regard de ces observations, l'objectif de la recherche a été d'analyser dans quelle mesure et par quelles initiatives les orientalistes italiens ont apporté leur soutien à l'occupation de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque.

L'Égypte au cœur de la politique italienne

L'accent a été mis sur l'Égypte parce que celle-ci, au cours de la première décennie du XXème siècle, a figuré au cœur de la politique italienne en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. L'intérêt particulier pour ce pays, outre la présence sur place d'une importante communauté italienne, résidait dans le fait qu'il pouvait servir de tremplin à la conquête de la Libye, non au moyen d'opérations militaires mais d'une subtile entreprise de pénétration culturelle. Celle-ci visait à présenter l'Italie comme l'amie des Musulmans. C'est ainsi qu'en 1902 arriva au Caire Enrico Insabato, l'agent et le soutien le plus actif de la politique pro-islamique de l'Italie. En 1908, quelques-uns des plus éminents arabisants italiens s'y installèrent également, afin d'enseigner à l'Université égyptienne.

Le projet de créer au Caire un Institut Italien des Etudes Orientales (1910) relevait de la même politique. Cet Institut poursuivait entre autres objectifs celui de former à la culture locale les jeunes qui se préparaient à la vie de la colonie. Le gouvernement italien rechercha, par ailleurs, l'alliance de personnalités religieuses ainsi que celle de la famille du Khédive.

L'étude de la place qu'a occupée l'Égypte dans la politique coloniale italienne peut être envisagée à partir de deux axes de recherche :

- 1** - les initiatives culturelles de l'Italie en Égypte, visant à obtenir l'approbation de ce pays à l'occupation de la Libye ;
- 2** - les perceptions et les réponses égyptiennes à la politique italienne, avec, d'une part, son approbation par les élites traditionnelles et, d'autre part, sa condamnation par les forces nationalistes.

L'étude s'est appuyée sur des sources italiennes et égyptiennes. Les premières sont constituées, essentiellement, de documents consultés aux Archives historico-diplomatiques du Ministère des Affaires Etrangères et aux Archives Centrales d'Etat ainsi que d'archives privées ; les secondes proviennent de la documentation conservée au *Dâr al-Watha'iq al-Qawmiyya* et aux Archives de l'Université égyptienne.

Les orientalistes italiens à l'Université égyptienne du Caire

Cette Université, créée sur initiative privée, fut inaugurée en décembre 1908. Au cours de ses premières années d'existence, l'action des orientalistes italiens y fut prépondérante. Un cours général d'histoire et de littérature arabes fut confié, la première année, à l'Italien Ignazio Guidi, seul Européen à professer en langue arabe.

L'année suivante, à Ignazio Guidi succéda Carlo Alfonso Nallino, auquel se joignirent bientôt Gerardo Meloni et David Santillana. Ces personnalités ne se

limitèrent pas à enseigner ; elles contribuèrent activement à l'organisation de la nouvelle institution, en fonction de motivations non seulement scientifiques mais aussi politiques. Déjà, avant l'ouverture de l'Université, l'avocat italien Ugo Lusena Bey, professeur de droit et de procédure civile à l'école de droit du Khédive, qui, tout comme Gaston Maspero, était l'un des seuls Européens membres du Conseil Général de l'Université égyptienne, avait collaboré à l'élaboration des règlements et des statuts de l'Université.

L'Université égyptienne confia à Vincenzo Fago, conservateur à la bibliothèque Vittorio Emanuele de Rome, la tâche d'organiser la nouvelle bibliothèque universitaire. Les rapports entre Vincenzo Fago et le prince Fu'ad, Recteur de l'Université, ne portèrent pas seulement sur des questions d'organisation. Vincenzo Fago, secrétaire auprès du Prince pour tout ce qui concernait la correspondance diplomatique italienne, jouait, en réalité, le rôle d'intermédiaire et d'informateur entre celui-ci et le gouvernement italien. Il avait été envoyé au Caire par Antonino di San Giuliano, ministre des Affaires Etrangères. L'influence des orientalistes italiens est à resituer dans un contexte d'ouverture et de sympathies manifestées par le prince Fu'ad envers l'Italie.

Au début de l'année 1910, on commença à songer à regrouper les différents cours de l'Université égyptienne au sein d'une Faculté des Lettres, organisée selon le modèle des facultés européennes. Là encore, au stade des projets notamment, l'*italophilie* du Prince l'emporta. Avant toute discussion sur la création de la Faculté des Lettres par le Conseil de l'Université, le Prince et l'agent diplomatique italien décidèrent d'instituer une Faculté entièrement composée d'orientalistes italiens. Nallino se vit confier la tâche de pressentir les personnes qualifiées pour les différents enseignements.

Le gouvernement italien assignait à un tel projet plusieurs objectifs : l'affirmation d'une *italianité* avec des répercussions dans tout l'Orient ; la création d'un instrument de propagande dans le monde musulman à partir du Caire, avec pour point d'appui l'autorité intellectuelle de *al-Azhar* ; l'importance accrue de la colonie italienne en Egypte ; l'augmentation du nombre d'étudiants égyptiens dans les universités du Royaume d'Italie. Ces points résument la stratégie de la politique pro-islamique italienne en Egypte.

L'attente du gouvernement italien fut cependant déçue car le Conseil de l'Université critiqua la décision de Fu'ad d'attribuer toutes les chaires à des étrangers et obtint que certaines d'entre elles revinssent à des Egyptiens ; sur dix enseignements, trois chaires seulement furent réservées aux Italiens.

Avec le déclenchement de la guerre italo-turque, l'Italie perdit sa position privilégiée au sein de l'Université égyptienne. C'est l'Allemand Ennio Littmann qui fut élu au poste de Doyen de la Faculté des Lettres, bien que Nallino fût le professeur le plus ancien et fût désigné pour occuper cette fonction par le Conseil de la Faculté. Le prince Fu'ad justifia cette décision par le souci de ne pas manifester ouvertement de sympathies pour l'Italie à un moment où les nationalistes égyptiens demandaient le licenciement des enseignants italiens.

Le licenciement de Fago, en juin 1913, lors de la clôture de l'année universitaire (1912-1913), marqua la suspension momentanée de l'expérience italienne à l'Université du Caire. Cette expérience a été entravée non seulement par l'impopularité de la guerre italo-turque mais aussi par la démission, en 1913, du prince Fu'ad de son poste de Recteur. Il faudra attendre les années trente, avec la nationalisation de l'Université égyptienne et la montée sur le trône du prince Fu'ad, pour que d'autres professeurs italiens soient appelés à enseigner au Caire.

Toutefois, la présence italienne continua de se manifester dans l'édification du nouveau siège de l'Université (1914-1916), tant du point de vue architectural que de l'entreprise chargée de la construction.

Le rôle de l'Institut Royal des Etudes Orientales

La création au Caire du *Regio Istituto di Studi Orientali* (1910) a correspondu à la volonté de mettre en place un puissant instrument de pénétration intellectuelle et politique chez les classes cultivées d'Orient. Si le choix du Caire se justifiait, l'Égypte constituant le point de départ naturel pour toute étude d'islamologie, d'égyptologie ou d'archéologie, il est évident que, au-delà de toutes motivations à caractère scientifique, la principale préoccupation des autorités italiennes était de s'opposer à la suprématie scientifique et, par conséquent, politique, d'autres pays européens. La France et la Grande-Bretagne y avaient, en effet, à partir du XIX^{ème} siècle, établi leurs propres Instituts, à savoir l'Institut Français d'Archéologie Orientale et l'Egyptian Exploration Fund, tandis qu'un égyptologue allemand était rattaché en permanence à la Délégation allemande. En revanche, la présence italienne s'était jusque-là limitée aux missions archéologiques de Ernesto Schiaparelli.

La politique pro-islamique

L'établissement d'Enrico Insabato au Caire, en 1902, et les moyens qu'il mit en œuvre dans le but de s'attirer les sympathies des Musulmans s'inscrivent dans la politique italienne de *pénétration de l'Orient musulman*, selon l'expression même de cet agent de Giovanni Giolitti, ministre de l'Intérieur puis chef du Gouvernement. Cette politique, pro-islamique, a porté ses efforts sur diverses actions entreprises simultanément, selon les propositions d'Insabato.

En mai 1904, celui-ci fut à l'origine de la création d'un périodique bilingue italien-arabe, *Il Convito al-Nâdî*, publié jusqu'en 1910, avec quelques interruptions et modifications. La revue affichait deux thèmes majeurs : les affinités entre les civilisations italienne et ottomane ainsi que l'attitude respectueuse de l'Italie envers l'islam. Un opuscule, publié par Insabato en 1912, dans lequel il était soutenu que le Sultan ottoman ne défendait pas les intérêts des Musulmans - ce qui rendait nécessaire l'occupation de la Tripolitaine - fut confisqué par les autorités britanniques. Pour cette raison, Insabato fut éloigné du Caire à la demande de Lord Kitchner.

Au Caire, Insabato fut aidé dans ses entreprises par le cheikh 'Abd al-Rahmân 'Ilich¹. Celui-ci fit construire, vers 1905-1906, une petite mosquée qu'il dédia à la mémoire de Umberto I, autrement dit à un non-Musulman, européen de surcroît. Son initiative suscita de nombreuses réactions en Égypte et rendit 'Ilich impopulaire. En juillet 1907, Rachîd Ridâ, dans la revue *al-Manâr*, aborda la question de la mosquée Umberto I, pour dénoncer le caractère sans précédent de l'événement et accuser 'Abd al-Rahmân 'Ilich de recevoir de l'argent de l'Italie. Les documents de la diplomatie italienne confirment que la mosquée fut bien érigée sur l'initiative de 'Ilich. Ce n'est que par la suite que l'Italie lui accorda des subventions. La mosquée Umberto I fut ainsi régulièrement subventionnée, et cela au moins jusqu'en 1917.

Une autre entreprise, s'inscrivant dans la politique pro-islamique de l'Italie, concerne l'institution, au sein de l'Université islamique de *al-Azhar*, d'un *riwâq*², destiné à accueillir les étudiants provenant des colonies italiennes de l'Erythrée et du Benadir et à attirer ceux de Tripolitaine et de Cyrénaïque. Avec l'invasion de la Tripolitaine, ce projet, formulé dès le début du siècle, retint fermement l'attention du gouvernement italien, qui chercha à en accélérer la mise en place. L'Italie ne réussissant pas à obtenir les autorisations nécessaires, la France, qui gérait le *riwâq* maghrébin, fut sollicitée pour la cession d'une partie de celui-ci. Mais, afin de parer au plus urgent, un logement fut affecté aux étudiants tripolitains et des subventions leur furent allouées de façon à gagner leur sympathie. A partir d'octobre 1912, une des dépenses fixes de l'Agence diplomatique concerne le *riwâq somalo-érithréen en construction* et les étudiants de *al-Azhar*. Il s'agissait, sans doute, du *riwâq* dénommé *al-Gabarti*, accueillant les étudiants qui provenaient de Somalie et d'Éthiopie.

¹ 'Abd al-Rahmân 'Ilich était le fils de Muhammad 'Ilich, *mufti* malikite d'Égypte et chef de la confrérie *al-'Arabiyya al-Chadiliyya*.

² Le *riwâq* est un logement universitaire regroupant des étudiants de même origine géographique.

La proposition de Insabato d'inclure l'enseignement de la langue italienne dans une institution scolaire fréquentée par des Egyptiens fut adoptée par l'école *al-Tahdhiriyya*. Fondée au début du siècle, celle-ci était, à l'époque, la plus importante des quatre écoles privées du Caire. Elle accueillait environ six cents étudiants et cent étudiantes. L'enseignement de l'italien y avait été introduit sans qu'aucune subvention ne fût accordée par l'Italie. Cependant, si au cours de ses premières années d'existence il n'y prêta guère d'attention, le gouvernement italien lui accorda une aide financière en 1908, demandée par le directeur pour faire face aux difficultés de son institution.

La question ne se limitait pas à l'octroi d'une simple subvention ; elle avait des implications politiques. L'école, liée au palais du Khédive, affichait clairement un caractère nationaliste-panislamique et s'opposait à l'occupation anglaise. L'Italie aurait pu juger inopportun de subventionner une école considérée comme subversive par l'Angleterre. Le ministre des Affaires Etrangères fit prévaloir les exigences de l'enseignement de l'italien. Cette ligne de conduite témoignait d'une cohérence de vues entre ce projet et ceux du *riwâq* somalo-érythréen, de la construction de la mosquée Umberto I et de l'institution d'une chaire de littérature italienne à l'Université égyptienne. L'école continua d'être subventionnée par l'Italie jusqu'en mars 1912, date à laquelle l'enseignement de la langue italienne fut transféré à l'Ecole Royale Garibaldi.

**Les réactions de
l'opinion publique et des
élites politiques et
religieuses à l'invasion de
la Tripolitaine**

L'ensemble de l'opinion publique égyptienne, de tendance panislamique ou nationaliste, condamna, dès le début des opérations militaires, l'action italienne en Tripolitaine. L'hostilité envers l'Italie et la solidarité avec les combattants araboturcs se manifesta de différentes manières : boycottage contre l'Italie, souscriptions en faveur de l'armée turque, départ de volontaires égyptiens, envoi de vivres vers la Tripolitaine via Mariwt. Par ailleurs, les quotidiens lancèrent de violentes campagnes de presse contre l'Italie ; on notera surtout celle du quotidien de tendance panislamique *al-Mu'ayyad*, dirigé par le cheikh 'Alî Yûsuf qui incitait à organiser des aides en faveur des Arabes de Tripolitaine et de Cyrénaïque. Associée à la critique de la position anglaise, la propagande des milieux nationalistes contre l'Italie provoqua la suspension de certains quotidiens. Le nationaliste Muhammad Farîd, qui se trouvait à Londres au début du conflit, improvisa des conférences pour attirer l'attention de l'Angleterre sur l'agression italienne, invita le Parti National à organiser, à partir de l'Egypte et de Constantinople, la résistance des Libyens et fit diffuser en Algérie, en Egypte et en Tunisie, une proclamation incitant au boycottage économique contre l'Italie. La seule voix qui s'éleva contre la collecte des aides fut celle de Lutfî al-Sayyid qui, dans le quotidien *al-Garîda*, invita les Egyptiens à respecter la neutralité de leur pays, en avançant des motifs d'ordre économique. Cette position demeura cependant isolée et, à la demande des autres membres du Parti, son auteur dut quitter le journal.

Pour contrecarrer les informations anti-italiennes de la presse égyptienne, l'Italie ouvrit, au Caire, une Agence Télégraphique Italienne (ATI), dirigée par Vincenzo Fago. Le bulletin, qui, dans un premier temps, était rédigé en italien et en français, le fut exclusivement, par la suite, en italien et ne rapporta presque que des nouvelles concernant la guerre italo-turque.

Des manifestations analogues à celles qui eurent lieu en Egypte se produisirent en Tunisie, où la presse musulmane incita également la population à soutenir la Tripolitaine. Outre l'organisation d'aides matérielles en faveur des combattants, il y eut des actions anti-italiennes, qui aboutirent au boycottage des trams dont les conducteurs étaient en majorité des Italiens. Préoccupées par ces manifestations, les autorités italiennes, en mars 1912, envoyèrent David Santillana comme observateur à Tunis.

Lorsque le conflit italo-turc éclata, le gouvernement italien chercha un allié en la personne du Khédive, 'Abbâs II Hilmî, dont le rôle de médiateur en faveur de l'Italie est confirmé. Ce dernier, selon l'agent diplomatique au Caire, considérait avec sympathie, dès 1904, une éventuelle occupation italienne de la Tripolitaine ; il espérait prolonger ainsi, jusqu'à la frontière, la voie ferrée qu'il possédait.

Par le biais du Khédivé et à partir de l'Égypte, l'Italie chercha à s'assurer la collaboration de quelques *cheikhs* de la confrérie de la *Madaniyya*, influente surtout en Tripolitaine et hostile, pour des motifs évidents de suprématie religieuse, aux *Senoussis*. Le prince Fu'ād tenta, quant à lui, d'aider les négociateurs italiens à parvenir à un accord avec les *Senoussis*. En s'appuyant sur des personnages influents en Égypte, l'Italie voulut également pacifier la Cyrénaïque. En septembre 1912, une proposition de médiation émana de Ibrâhîm Jawîch, frère du cheikh 'Abd al- 'Azîz, un nationaliste proche des milieux de Muhammed Farid.

Conclusion

Il ressort de cette étude que l'Italie accordait à l'Égypte une position prééminente par rapport aux autres pays musulmans. Cette prééminence a été motivée par l'indépendance partielle de l'Empire Ottoman et le statut particulier de l'Égypte du fait de la présence anglaise. Partant de cette considération et du postulat d'un *mauvais gouvernement ottoman*, le gouvernement italien essaya de s'attirer les sympathies des nationalistes, en présentant la conquête de la Libye comme nécessaire à la libération des habitants de Tripolitaine et de Cyrénaïque.

La place occupée par l'université *al-Azhar* où convergeaient les Musulmans du monde entier explique également que l'Italie ait attribué des subventions au *riwâq* de *al-Azhar* et que, d'une manière générale, elle ait pris l'initiative d'une action pro-islamique. Le soutien apporté par certains milieux religieux égyptiens à cette politique ne doit pas surprendre. Il a été inspiré par des sentiments anti-anglais. Il s'explique surtout par le fait que certaines confréries, en s'alliant à l'Italie, cherchaient à conserver leur propre suprématie religieuse en Tripolitaine et en Cyrénaïque. Le thème de l'Égypte comme centre du monde musulman a également été énoncé par les arabisants qui, au Caire, ont proposé d'instituer un Institut Royal d'Études Orientales. Sciemment, ils ont opéré en tant que groupe de pression sous l'égide de leur gouvernement.

Un autre dénominateur commun aux différentes initiatives de l'Italie en Égypte réside dans l'objectif de diffuser la culture italienne en vue d'assurer une implantation politique plus solide de l'Italie dans les pays du Moyen-orient et de l'Afrique du Nord. Il est intéressant d'observer que le gouvernement italien souhaitait toucher toutes les classes sociales. Aux arabisants italiens titulaires des chaires de l'Université égyptienne, était confiée la propagande auprès des jeunes. Enrico Insabato, dans le journal *Il Convito*, devait, quant à lui, gagner les bonnes grâces des Musulmans, tandis qu'à travers l'ATI et les subventions accordées à la presse, c'était l'opinion publique toute entière qui était visée. De toute façon, la diffusion de la culture italienne à l'étranger constitue l'un des thèmes caractéristiques de l'idéologie coloniale italienne. L'Italie a cherché, à différents niveaux, à rivaliser en matière de politique coloniale avec les autres puissances, en particulier avec la France. La volonté italienne d'occuper la première place à l'Université égyptienne et la tentative de création d'un Institut Royal d'Études Orientales au Caire étaient motivées par le constat d'une présence italienne limitée à l'envoi de missions archéologiques, contrairement à la politique de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne. La référence à la France est évidente dans la politique pro-islamique, surtout en ce qui concerne les tentatives d'instrumentalisation des confréries religieuses. Le gouvernement italien tenta d'imiter la conduite des Français en Algérie à l'égard de la confrérie *Qadiriyya*. Les écrits de Enrico Insabato, faisant référence à des études françaises, révèlent, par ailleurs, que la France était perçue comme le modèle à suivre. Les références continuelles à la production française caractérisent, en outre, toutes les études coloniales italiennes d'islamologie.

Cette étude suggère une dernière réflexion : au début du siècle, le gouvernement italien n'accorda que peu d'attention à la communauté italienne en Égypte. Cette dernière était livrée à elle-même, peut-être parce qu'elle était devenue imperméable à une tardive récupération politique. L'Italie ne rechercha l'appui que de quelques nationaux qui, en raison de la position prestigieuse qu'ils avaient acquise au sein de la société égyptienne, pouvaient faire office de médiateurs.

REPÈRES
BIBLIOGRAPHIQUES

ALBERGONI G. - "Varations italiennes sur un thème français : la Sanusiya". in *Connaissances du Maghreb. Sciences sociales et colonialisme*. - Sous la direction de VATIN J.-C. - Paris, 1984, pp.111-134.

ALMAGIÀ R. - *L'opera degli italiani per la conoscenza dell'Egitto e per il suo risorgimento civile ed economico*. Roma, 1906.

BALBONI L.-A. - *Gli italiani nella civiltà egiziana del secolo XIX*. - Alessandria d'Egitto, Società Dante Alighieri, 1906, 3 vol.

BAUSANI A. - "Islamic Studies in Italy in the XIX-XXth centuries", in *East and West*, VIII, 1957, pp.145-155.

BIGIAMI E. - *Noi e l'Egitto*. - Livorno : Arti grafiche S. Belforte e C., 1911., 152 p.

BONO S. - "Dalla guerra italo-turca alla guerra italo-libica (1911-1912). Considerazioni sulla storiografia", in *Italia e Turchia. Due punti di vista a confronto Atti del Convegno internazionale*. - Università di Pavia, 26-27 aprile 1990, Milano : Giuffrè Editore, pp. 195-204.

BRIANI V. - *Italiani in Egitto*. Roma : Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato, 1982, 180 p.

- *L'Italia e l'Egitto dalla rivolta di Arabi Pascià all'avvento del fascismo (1882-1922)*, sous la direction de RAINERO R. et SERRA L. - Settimo Milanese : Marzorati, 1991, 463 p.

BUDAYR A. - *al-amir Ahmad Fu'ad wa nach'at al-jami'a al-misriyya*. - Le Caire: matba'at jami'at Fu'ad al-awwal, 1950, 388 p.

CABATON A. - "L'Orientalisme musulman et l'Italie moderne", in *Revue du Monde Musulman*, XXVII, 1914, pp. 1-53.

CALCHI-NOVATI G. - "Studi e politica ai convegni coloniali del I e II dopoguerra", in *Il Politico*, 155, 1990, pp. 487-514.

CIANFEROTTI G. - *Giuristi e mondo accademico di fronte all'impresa di Libia*. - Milano : Giuffrè Editore, 1984, 167 p.

DEL BOCA A. - *Gli Italiani in Libia. Tripoli bel suol d'amore, 1860-1922*. - Bari : Laterza, 1986, 478 p.

DONINI P.-G. - "Gli studi italiani sulle minoranze del Vicino Oriente dall'unità d'Italia alla guerra di Libia", in *Quaderni di Studi Arabi*, 2, 1984, pp. 81-87.

GABRIELI F. - *Orientalisti del Novecento*. - Roma : Istituto per l'Oriente, 1993, 184 p.

- "L'arabistica italiana e la Libia", in *Annali della Facoltà di Scienze Politiche dell'Università di Cagliari*, IX, 1983, pp. 395-401.

GHEZZI C. - "Fonti di documentazione e di ricerca per la conoscenza dell'Africa : dall'Istituto coloniale italiano all'Istituto coloniale italiano", in *Studi piacentini*, 7, 1990, pp.167-92.

AL-JAMI' Î A. al-M. - *al-Jami'a al-misriyya al-qadima nach'atuha wa dawruha fi al-mujtama'a 1908-1925*. - Le Caire : dar al-Kitab al-jami'i, 1980, 93 p.

LEVI DELLA VIDA G. - "Per gli Studi arabi in Italia", in *Nuova Antologia*, 12, 1910, p.10.

MALGERI F. - *La guerra libica*. - Roma, 1970.

PATRIZI G. "Orientalismo e geografia", in: *Bollettino della società geografica italiana*, XI, IX, 1992, pp.93-109.

PETRICIOLI M. - *Archeologia e Mare Nostrum: le missioni archeologiche nella politica mediterranea dell'Italia 1898-1943*. - Roma : Valerio Levi, 1990, 442 p.

- *La politica estera italiana (1860-1985)*, sous la direction de BOSWORTH R. J.B. et ROMANO S. - Bologna : Il Mulino, 1991, 360 p.

REID D.-M. - *Cairo University and the making of modern Egypt*. - Cambridge : Cambridge University Press, 1990, p. 296.

- "Cairo University and the Orientalists", in *International Journal of Middle East Studies*, XIX, 1987, pp. 51-76.

ROSSI E. - "Near Estearn Studies in Italy", in *Middle Eastern Affairs*, VIII, 2, 1957, pp. 57-60.

SAMMARCO A. - *Gli italiani in Egitto. Il contributo italiano nella formazione dell'Egitto moderno*. - Alessandria d'Egitto : Edizioni del Fascio, 1937, 200 p.

SIMON R. - "Libya between ottomanism and nationalism : the ottoman involvement", in *Libya during the war with Italy (1911-1919)*. - Berlin, 1987.

- *Gli studi africanistici in Italia dagli anni '60 ad oggi (Atti del Convegno, Roma 25-27 giugno 1985)*. - Roma : Istituto Italo-Africano, 1986, 422 p.

- *Gli studi sul Vicino Oriente dal 1921 al 1970. Il L'Oriente islamico*. - Roma : Istituto per l'Oriente, 1971, 456 p.

STRIKA V. - "Carlo Alfonso Nallino e L'impresa libica", in *Annali della Facoltà di Scienze Politiche dell'Università di Cagliari*, IX, 1983, pp. 9-20.